



68 postes de catégorie B vacants au 01/09/2015 : la situation désastreuse des services continue !

Cette année, la CAPL d'affectation s'est déroulée pour la première fois de façon défiliarisée (Gestion publique et fiscale confondues). Les élus CGT ont tenu les propos liminaires suivant :

Les politiques d'austérité dictées par l'Union européenne s'attaquant aux conquêtes sociales et aux services publics se poursuivent et s'amplifient.

La situation faite à la Grèce est un véritable choc contre tout un peuple qui a osé dire le 5 juillet dernier, non à la misère à perpétuité, non à la démolition des droits sociaux les plus élémentaires, non à la destruction des services publics. La dette pour sauver les banques et les institutions financières n'est pas celle des travailleurs grecs.

Les fonctionnaires grecs ont fait grève à l'appel de leur syndicat le 15 juillet dernier, le jour du vote au parlement des nouvelles mesures d'austérité. Le monde du travail avec ses organisations syndicales n'a pas dit son dernier mot.

En France, quoiqu'en dise le gouvernement, c'est bien une politique d'austérité qui se poursuit avec l'application du pacte de responsabilité associé à la loi Macron, véritable guichet ouvert au patronat et au capital dont la note à payer se traduira par de nouveaux coups contre les services publics et ses emplois, la protection sociale, ainsi que l'austérité et la déréglementation pour tous les salariés.

Notre administration est directement concernée. Pour 2016, il est annoncé 2500 nouvelles suppressions d'emplois au Ministère soit environ 2000 à la DGFIP. L'austérité qui n'en finit plus, année après année est une réalité concrète dans les services, qui atteint aujourd'hui les limites du supportable.

Combien de nouveaux regroupements et restructurations de services, de disparition de sites, combien de nouveaux services sinistrés, d'agents qui n'en peuvent plus, pour "absorber" ces nouvelles suppressions d'emplois, et ce, dans un contexte de blocage total des salaires depuis bientôt une décennie ?

Jamais depuis longtemps, la DGFIP n'a connu un mois de juillet animé par autant de mobilisations des agents, contre la démolition de leur service et des emplois : dans les Bouches-du-Rhône, en Côte-d'Or, dans le Finistère en Haute-Garonne, dans le Lot, dans le Morbihan, dans le Nord, dans les Hautes-Pyrénées, en Seine-Maritime... et aux portes de notre direction, dans l'Essonne où 120 agents ont envahi le CTL le 9 juillet dernier pour dire : *ca suffit, nous n'en pouvons plus, nous voulons être reçu par le Directeur général pour obtenir les emplois nécessaires !*".

Dans notre direction, les collègues du SIP de Boulogne se sont mobilisés contre les vacances d'emplois qui se multiplient et ont interpellé la direction pour leur pourvoi.

A l'issue de la CAPL d'affectation des contrôleurs convoquée aujourd'hui, le nombre de postes vacants s'établit à 68.

Ce n'est plus supportable.

Année après année, l'administration, en plus des suppressions d'emplois qu'elle décide, refuse d'ouvrir les concours au nombre de postes nécessaires afin de pourvoir tous les emplois budgétaires. Elle organise sciemment les vacances et le gel d'emplois qui annoncent les suppressions d'emplois à venir. Et l'administration demandera encore et toujours aux agents toujours plus d'efforts pour palier à cette situation inacceptable

Cette logique conduit à ce que 3 contrôleurs n'ont pu obtenir satisfaction au mouvement sur des postes réputés vacants. La CGT demande l'affectation des collègues sur les postes demandés .

Les services sont à bout. Aucune nouvelle suppression d'emploi n'est tolérable.

La CGT exige que tous les emplois budgétaires B de la direction soient pourvus et l'appel immédiat de l'intégralité de toutes les listes complémentaires.

Même si nous prenons acte du respect de la règle de l'ancienneté dans la confection du mouvement, pour toutes les raisons exposées, la CGT votera contre ce mouvement.

Compte tenu de la situation catastrophique des vacances d'emplois, comme l'année dernière, nous renouvelons notre demande d'une audience auprès du Directeur général afin que des réponses d'urgence soient apportées.

Les demandes de vœux des agents ont été examinées suivant la règle de l'ancienneté.

Le mouvement dans le département :

- Dans les Hauts-de-Seine nord : 120 départs pour 122 arrivées.
- Dans les Hauts-de-Seine sud : 62 départs pour 66 arrivées.

Mouvement interne dans la direction :

- Dans les Hauts-de-Seine nord : 49 affectations.
- Dans les Hauts-de-Seine sud : 24 affectations.

Le service du cadastre subit deux départs de géomètres pour une seule arrivée.

Avec la création de la structure PCR, 27 agents ont utilisé leur droit de priorité pour rejoindre la structure.

Conséquence des vacances et gel d'emplois :

Les élus CGT ont rappelé que les vacances d'emploi en plus du fait d'aggraver considérablement les conditions de travail des agents, enlèvent le droit de mutation de certains agents (3 dans le 92).

En effet, pour palier à la pénurie, la direction a décidé de geler 3 postes (1 au PCE de Courbevoie, 1 au SIE de Boulogne Billancourt Sud, 1 au PCE de Neuilly) et ainsi de ne pas affecter 3 collègues ayant demandé ces postes réputés vacants.

Pour la CGT, c'est une fois de plus les agents qui payent la politique de baisse délibérée des recrutements de la Direction Générale : c'est inacceptable !

La CGT est intervenue sur la situation du pôle enregistrement d'Issy qui subit la vacance de deux emplois B dans le contexte de transfert de charge de la FI vers le pôle. La direction reconnaît la difficulté du service et va examiner l'affectation d'un EDR au 1^{er} septembre 2015. Cette solution temporaire n'est pas satisfaisante, nous demandons l'affectation d'agents dans les meilleurs délais. La CGT suivra ce dossier avec les collègues.

Nous réitérons l'appel fait aux collègues de chaque site de faire le point des effectifs dans leur service. La CGT est aux côtés des collègues pour interpeller la direction afin d'obtenir des solutions.

Dans ces conditions et pour les raisons évoquées en préalable, la CGT Finances publiques a voté contre ce mouvement, non pas contre les vœux des collègues mais contre le déficit d'agent.

Dans cette situation particulièrement dégradée, comme l'an dernier, les élus CGT demande à être reçu à Bercy sur la question de l'emploi dans le 92.